

Lutte de classe

A tous les travailleurs et jeunes.

Pourquoi devons-nous construire un nouveau parti ?

Avant-propos.

Ce document s'adresse à tous les militants du mouvement ouvrier sans distinction. A vous de voir quel usage vous pouvez en faire, vous pouvez le modifier ou le compléter pour l'améliorer. Vous pouvez le télécharger au format pdf ou word pour impression. Dans la version word, j'ai retiré l'avant-propos et les références au site pour que chacun puisse se l'approprier librement et en faire ce qu'il veut, le diffuser à grande échelle en appelant à une réunion par exemple. Je ne milite pour aucune chapelle ou aucun appareil, mais uniquement pour notre cause, c'est bien de le dire, c'est mieux de le prouver.

Vous noterez au passage que j'ai évité toute forme de polémique et que je n'ai cité aucun parti en particulier. Pour cette raison vous n'y trouverez pas trace non plus de références à la situation sociale ou politique. J'ai voulu que ce document ait un caractère générique et qu'il puisse être utilisé aussi longtemps que nous ne disposerons pas d'un véritable parti révolutionnaire ou communiste.

Voici en quelques lignes quelle pourrait être la trame d'un tract ou d'un appel en direction de tous les travailleurs et jeunes, pour les convaincre de réfléchir au fonctionnement de la société, et pourquoi pas, de s'engager dans le combat politique.

J'ai évité volontairement les références historiques, les sous-entendus, les a priori, les grandes phrases à caractère théorique, la terminologie politique habituelle que les militants connaissent bien et qui pour le néophyte méfiant, s'apparente au bourrage de crâne ou à une tentative de manipulation, à la langue de bois, il faut bien tenir compte du contexte politique actuel et ne pas heurter inutilement les susceptibilités légitimes des travailleurs, après des décennies d'incurie politique ou de trahisons de la part des dirigeants du mouvement ouvrier.

Si maintenant il s'en trouvait parmi vous pour me reprocher de prêcher pour le PT ou la LCR qui se sont lancés dans la construction de nouveaux partis ouvriers, le POI et le NPA, ce serait me faire un procès d'intention au regard des positions critiques que je développe publiquement dans ce site sur ces partis, leurs programmes et leurs dirigeants. Comme je considère que le POI et le NPA ne répondent pas à la question que nous avons à résoudre, c'est finalement la raison d'être de ce document, ainsi les choses sont claires entre nous.

Quand on aborde la question du parti, on confond souvent le rôle du parti avec son objectif. S'il est vrai que quelque part ils se rejoignent, puisque le parti en tant que condition subjective deviendra à son tour une condition objective de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, il ne faut pas les confondre.

Essayons de dire les choses le plus simplement et clairement possible.

Pourquoi devons-nous construire un nouveau parti ?

Nous devons construire un parti parce que la société est organisée de telle façon qu'elle est dirigée par des institutions (Assemblée nationale, Sénat, etc.), dont les représentants sont adhérents à des partis politiques, et parce qu'à leur tour ces partis expriment les intérêts spécifiques d'une classe sociale déterminée.

Les partis politiques sont des regroupements d'individus appartenant en totalité ou en majorité à la même classe sociale, et c'est parce que leurs intérêts sont communs qu'ils font valoir ensemble leurs droits contre les autres classes de la société et les autres partis qui les représentent. La bourgeoisie possède plusieurs partis, l'UMP, le Nouveau Centre, le MoDem, le FN, mais aussi les Verts et le PS. De son côté, le prolétariat en a construit plusieurs, le PCF, le POI, LO et la LCR.

Quant à la petite bourgeoisie, elle se répartit dans tous les partis en fonction de ses propres intérêts, mais c'est souvent une question de circonstance qui fait basculer ses éléments dans un camp ou dans l'autre, elle

n'a pas d'existence indépendante des deux classes fondamentales de la société, soit ses éléments penchent du côté des partis bourgeois lorsqu'ils estiment que la bourgeoisie est la plus apte à améliorer leur situation, soit ils penchent du côté des partis ouvriers lorsque leur mode de vie ressemble davantage à celui de la classe ouvrière ou quand les partis ouvriers semblent déterminés à mettre en oeuvre une politique qui servira ensuite leurs intérêts.

Donc le parti sert en premier lieu à regrouper les éléments d'une même classe sociale pour représenter et défendre ses intérêts.

Les institutions étant dominés par des partis qui détiennent de fait le pouvoir politique, il est dès lors inconcevable de lutter contre les institutions en place pour prendre le pouvoir politique sans disposer d'un parti pour combattre les autres partis.

Lutter contre les institutions en place ne signifie pas lutter pour en prendre le contrôle et les faire fonctionner pour le compte de notre classe, puisque nous savons par expérience, depuis la Commune de Paris, que c'est impossible, qu'il faut les détruire de fond en comble pour en construire (créer) d'autres sur leurs cendres.

Si les représentants des différentes institutions de l'Etat s'expriment en défendant les intérêts de la classe qu'ils représentent, les représentants des différents partis bourgeois font exactement la même chose ou tiennent le même discours. Quand vous écoutez parler un adhérent d'un parti bourgeois, vous croyez entendre parler un ministre, un député, un sénateur ou un membre du Conseil constitutionnel, sans qu'il n'y ait de différences notoires dans leur discours. Jamais vous n'entendrez un adhérent de l'UMP ou du PS soutenir qu'il faut exproprier les capitalistes ou remettre en cause les fondements du capitalisme, puisque cette position correspond aux intérêts fondamentaux de la classe qu'ils combattent, ce qui explique qu'ils aient adhéré à l'un de ces partis bourgeois.

Dans la société, ce sont les institutions de l'Etat qui détiennent le pouvoir politique, et comme on vient de le dire, ces institutions sont entre les mains de différents partis qui représentent à leur tour, on devrait dire, en principe, les intérêts de différentes classes sociales. Maintenant, l'on sait que tous les partis qui participent aux institutions ne représentent les intérêts que d'une seule classe, ceux de la bourgeoisie, les intérêts du prolétariat n'étant pas représentés jusqu'à présent.

Par le biais d'alliance (électorale), de compromissions en tous genres ou par la mise en oeuvre de politiques conciliatrices envers les intérêts de la bourgeoisie, les partis ouvriers se retrouvent associés aux partis bourgeois. Du coup, la classe ouvrière se retrouve sans parti digne de ce nom. Tous les partis ouvriers qui participent de près comme de loin aux institutions ou dont les dirigeants sont présents dans les instances de direction des syndicats ouvriers, collaborent ainsi au maintien en place de l'ordre établi et du régime capitaliste, tout en prétendant le contraire évidemment.

Voyons ce qui distingue les syndicats des partis.

Le parti ouvrier se distingue des syndicats ouvriers, dans la mesure où ils ne visent pas tout à fait le même objectif, ou plutôt, ils ont le même objectif, mais leur combat ne se situe pas sur le même plan, en réalité ils sont ou devraient être complémentaires.

Les syndicats servent à combattre pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers dans la perspective de l'abolition du salariat, autrement dit pour en finir avec le capitalisme. Le terrain d'élection de ce combat, c'est l'entreprise, le lieu où se déroule la confrontation entre les intérêts des patrons et ceux des ouvriers, là où l'un s'enrichit sur le dos de l'autre qui trime pour un salaire qui lui permet à peine de survivre.

Quand vous travaillez, vous produisez de la richesse en transformant des matières premières, dans les autres cas, vous manipulez des marchandises ou vous rendez un service. L'ensemble de ces opérations sont nécessaires pour que le produit fini soit commercialisable et une fois la vente effectuée, que l'argent tombe dans la poche de votre patron.

Une partie de cet argent va servir à racheter des matières premières et payer les frais généraux (électricité, téléphone, etc.) de l'entreprise de façon à ce qu'elle puisse continuer de fonctionner, une autre partie vous sera versée sous la forme d'un salaire et de cotisations sociales, et la troisième partie ira dans la poche du patron ou des actionnaires, sans qu'ils n'aient fourni le moindre travail ou sans que leur travail n'ait apporté une valeur supplémentaire à notre marchandise. La part que s'octroie le patron n'est rien d'autre qu'une

partie de la richesse (temps de travail) que nous avons produite et qu'il nous a volée. Mais il s'agit d'un vol légal.

Parce qu'il possède les moyens de production, c'est-à-dire, les machines, les outils, les locaux et l'argent nécessaire au démarrage et au fonctionnement de son entreprise, il prétend qu'il est en droit de nous voler indéfiniment une partie de notre travail et d'en fixer le montant, mais absolument rien ne permet de justifier qu'il possède les moyens de nous exploiter, car l'argent qu'il possède n'est que le produit du vol du travail des générations précédentes par les patrons qui l'ont précédé.

Maintenant, pour que ce vol et que cette division entre exploiters et exploités se perpétue, ses semblables organisés en partis politiques ont créé des institutions et une constitution (les piliers de l'Etat) qui leur assurent juridiquement le droit de jouir de la propriété de notre travail, dont la part qu'ils nous volent en toute impunité. Ainsi, l'Etat n'est pas au-dessus des classes, mais représente les intérêts d'une seule classe, la classe dominante, celle qui possède le pouvoir économique, les propriétaires des moyens de production.

Dès lors, l'on comprend que pour mettre fin à cette situation, le combat dans l'entreprise n'est pas suffisant et comporte des limites, il est par ailleurs impensable d'imaginer mettre fin à l'exploitation entreprise par entreprise sans s'attirer les foudres des institutions dont leur puissant appareil répressif (police, gendarmerie, CRS, GIGN, armée, etc.), il faut donc mener le combat sur un autre plan, sur un plan général, sur le plan politique, contre les institutions et la constitution qui servent à légaliser le vol dont nous sommes victimes, afin d'y mettre un terme.

Le parti a pour objectif de renverser les institutions et d'abolir la constitution, afin d'en finir avec les rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine de toutes les inégalités et injustices, de tous les problèmes économiques et sociaux que nous rencontrons, toutes les souffrances inutiles qui nous accablent, sans parler des guerres...

L'objectif final du parti est de prendre le pouvoir pour le compte de la classe des exploités, afin d'instituer une République sociale, le socialisme. Puisque le parti est le seul à combattre consciemment pour cet objectif, mettre fin à l'exploitation capitaliste, il est en droit de revendiquer le pouvoir dans un premier temps. A lui de faire ses preuves et de gagner la confiance de la classe ouvrière pour en prendre la direction.

Mais pour que le parti prenne le pouvoir, pour que cette République sociale voie le jour, il faut que l'ensemble de notre classe se mobilise dans un élan révolutionnaire pour mettre fin à la situation contraire à la dignité humaine que nous connaissons aujourd'hui. Notre classe doit s'organiser au cours de ce processus révolutionnaire, constituer ses propres organes de pouvoir politique, et c'est seulement à partir de ce moment-là qu'elle sera en mesure d'assumer tout le pouvoir.

Vous avez sans doute entendu parler des soviets, un mot barbare pour certains qui l'assimilent à la dictature qui a régné en URSS pendant de longues décennies, alors qu'en réalité, il veut tout simplement dire comité, comité et rien de plus, comité de grève, comité d'action, comme vous voudrez. Chacun comprendra qu'il n'y a finalement rien de diabolique à se regrouper dans chaque usine ou chaque commune pour former des comités et faire valoir nos droits économiques, sociaux et politiques en tant que classe sociale distincte de la bourgeoisie.

Ce sont ces comités composés de délégués élus et révocables à tout moment, constitués à l'échelon national, qui dirigeront les affaires du pays sous la direction de la classe ouvrière pour le compte de l'immense majorité de la population à partir de ses besoins.

Le rôle du parti est d'aider notre classe à prendre conscience de sa force, à prendre confiance en elle-même, à l'organiser pour lui permettre d'assumer les tâches historiques qu'elle doit accomplir, pour libérer l'humanité tout entière de l'exploitation et de l'oppression, des chaînes de la servitude humaine dans laquelle la maintiennent une infime minorité de riches, de patrons, d'actionnaires ou de rentiers, car c'est seulement à cette échelle que l'on pourra enfin entrevoir le règne de la paix, de l'harmonie universelle entre les peuples et de la liberté. Ce qui justifie aussi la construction d'une Internationale ouvrière réunissant tous les partis combattant pour la même cause et pour le même objectif.

Sans le parti, sans la mobilisation révolutionnaire de notre classe, il est inutile de s'attendre à une amélioration durable de notre sort, encore moins à un changement radical de politique, les prédicateurs en tous genres qui vous disent le contraire ou autre chose sont des menteurs et ils vous trompent, leurs intérêts ne peuvent pas être les nôtres. Tout parti qui n'est pas guidé par l'objectif de mettre fin à la division de la

société en classes et à l'existence de l'Etat ou dont le programme ne comporte pas cet objectif, n'est pas digne d'être appelé un parti ouvrier au sens marxiste du terme.

En résumé et en guise de conclusion.

Ne pouvant pas mettre fin demain matin aux institutions et à la constitution de la Ve République, au capitalisme, c'est en défendant tous nos acquis ou droits, en combattant pour l'amélioration de nos conditions de vie et de travail dans la perspective politique d'abattre les institutions et l'abolition de la constitution, que nous pouvons nous rapprocher de notre objectif.

C'est en aidant à notre tour la conscience politique de notre classe à progresser, ce qui doit se traduire sur le plan pratique immédiat par la construction du parti, que nous préparerons les conditions nécessaires à la prise du pouvoir.

Pour être prêt à assumer nos responsabilités dans cette perspective et donner un sens à notre vie dont nous pourrions être fier, décidons dès aujourd'hui de prendre en mains nos propres affaires.

Entre mourir à petit feu un peu chaque jour et vivre dans l'humiliation permanente ou relever la tête pour affirmer notre droit de choisir notre destin, il n'existe pas d'autre alternative.

Penser un seul instant que l'on pourrait s'en sortir seul au détriment de notre classe en ignorant le monde dans lequel nous vivons, c'est se bercer d'illusions, c'est se mentir à soi-même, c'est mépriser nos semblables, c'est nous mépriser et témoigner une bien misérable idée de nous-même, alors que l'on mérite mieux, nos aspirations au bonheur et à la liberté sont parfaitement légitimes et personne n'a le droit de nous empêcher de combattre pour leur réalisation. Et même si nous ne pouvions pas y accéder de notre vivant, cela n'a pas d'importance, puisque nous savons que seule cette perspective humaniste au plus haut degré, est porteuse d'un idéal sans tâche que l'humanité toute entière partagera un jour.

Karl Marx disait que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, il ne se trompait pas, car c'est la seule voie pour vaincre et assurer notre salut.